



PERCEPTION DU NON-RESPECT DE LA LOI ÉLECTORALE ET DÉTRESSE PSYCHOSOCIALE : UNE ENQUÊTE SUR LA CONFIANCE INSTITUTIONNELLE EN PERIODE PRÉÉLECTORALE 2025 À ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE)

[Etapas de traitement de l'article]

Date de soumission : 12-10-2025 / Date de retour d'instruction : 15-10-2025 / Date de publication : 12-12-2025

Koffi Gnamien Jean-Claude KOFFI

Université Félix Houphouët-Boigny¹

✉ nanankofie@yahoo.fr / ✉ koffi.jean47@ufhb.edu.ci

&

Ablakpa Jacob AGOBE

Université Félix Houphouët-Boigny, Département de sociologie²

✉ agobe.jacob42@ufhb.edu.ci / ✉ jacobagobe@yahoo.fr

&

Mahier Jules Michel BAH

Université Félix Houphouët-Boigny³

✉ bah.michel63@ufhb.edu.ci

Résumé : Cette investigation qualitative, adossée à un dispositif méthodologique combinant entretiens semi-directifs et focus groups auprès de 24 acteurs sociaux hétérogènes, interroge les répercussions du soupçon de transgression constitutionnelle sur les régimes de subjectivation psychosociologique en Côte d'Ivoire. Les matériaux empiriques recueillis objectivent un processus de désarrimage normatif, marqué par une désorientation axiologique, une inquiétude ontologique et une érosion du capital de confiance

¹ **Brève biographie :** KOFFI Koffi Gnamien Jean-Claude, de nationalité ivoirienne, est Sociologue-enseignant-chercheur à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan. Titulaire d'un doctorat en sociologie du développement rural, il est actuellement Maître de Conférences des universités CAMES en sociologie et anthropologie sociale. Ses travaux s'adosent à l'analyse des pratiques de consommation et des habitus alimentaires, aux configurations de la sécurité sanitaire, à l'alimentation et au développement humain durable. Il est auteur unique et co-auteur de plusieurs publications scientifiques parues dans des revues nationales et internationales. Membre de l'ACAREF et du LERISS, il participe régulièrement à des colloques nationaux et internationaux ainsi qu'à des conférences lors d'événements scientifiques.

² **Brève biographie :** Ablakpa Jacob AGOBE, PhD Sociologie, Maître de Conférences en sociologie à l'Université Félix Houphouët-Boigny, articule production scientifique et engagement sociétal. Rattaché à l'École doctorale SCALL-ETAMP et au laboratoire ACAREFDELLA/AFRIQUE, il analyse, dans une posture épistémologique interdisciplinaire, les configurations sociales de la maladie chronique, de la santé sexuelle et reproductive et de l'alimentation. Auteur de plusieurs publications, il conjugue objectivation théorique et ancrage empirique afin de saisir les logiques sociales du bien-être. Par son rôle de Secrétaire Général Adjoint de l'ONG TUB-CI, il inscrit sa praxis sociologique dans la lutte contre la tuberculose, illustrant un positionnement hybride entre production de savoir et intervention sociale.

³ **Brève biographie :** BAH Mahier Jules Michel, Sociologue-enseignant-chercheur à l'Université Félix Houphouët-Boigny et Maître de Conférences CAMES en sociologie politique, inscrit son œuvre scientifique dans une analytique des configurations du champ politico-institutionnel. Son programme de recherche mobilise une lecture des **régimes de gouvernamentalité**, des dispositifs de sécurisation des populations et des **morphologies relationnelles du pouvoir**, appréhendés au prisme de la production de légitimité et des dynamiques du développement humain durable. Son capital scientifique, objectivé par des publications nationales et internationales, atteste d'une articulation performative entre **production de savoirs** et **investissement des arènes de consécration académique**. Membre du LERISS, il participe activement à la circulation transnationale des idées via colloques et espaces de débat épistémique.

institutionnelle, lesquels s'inscrivent dans un climat de suspicion généralisée. La discussion met en exergue que la contestation du droit à un quatrième mandat opère comme un opérateur de perturbation symbolique catalysant une désillusion politique structurelle et une anxiété collective diffusée au sein du corps social. In fine, la perception d'un contournement des règles électorales constitue un facteur de désinstitutionalisation du croire civique, accentuant la vulnérabilité psychosociale et reconfigurant les modes de rapport des citoyens à l'ordre politique en contexte préélectoral.

Mots clés : Non-respect constitutionnel, Confiance institutionnelle, Détresse psychosociologique, Période préélectorale

PERCEPTION OF NON-COMPLIANCE WITH ELECTORAL LAW AND PSYCHOSOCIAL DISTRESS: AN INQUIRY INTO INSTITUTIONAL TRUST DURING THE 2025 PRE-ELECTORAL PERIOD IN ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE)

Abstract: This qualitative investigation, grounded in a methodological design combining semi-structured interviews and focus groups with 24 heterogeneous social actors, interrogates the repercussions of suspected constitutional transgression on the psychosociological regimes of subjectivation in Côte d'Ivoire. The empirical corpus elucidates a process of normative dis-anchoring, characterised by axiological disorientation, ontological insecurity, and an erosion of institutional trust capital, all unfolding within a climate of pervasive suspicion. The discussion underscores that the contestation of the legitimacy of a fourth presidential mandate operates as a symbolic perturbation operator, catalysing structural political disillusionment and a diffused collective anxiety permeating the social body. Ultimately, the perception of an electoral rules bypass emerges as a vector of dis-institutionalisation of civic belief, heightening psychosocial vulnerability and reconfiguring citizens' modes of relating to the political order in the pre-electoral context.

Keywords : Constitutional non-compliance, Institutional trust, Psychosociological distress, Pre-electoral period

Introduction

Les constatations empiriques révèlent qu'en période préélectorale en Côte d'Ivoire, la perception du non-respect des règles constitutionnelles, notamment le débat sur un quatrième mandat, engendre une perte de repères, une anxiété diffuse et une méfiance généralisée envers les institutions politiques. Le paradoxe réside dans le fait que les institutions, conçues pour garantir l'ordre et la légitimité, deviennent elles-mêmes sources de détresse psychosociologique. La question de recherche est : comment la contestation perçue du respect de la loi électorale modifie-t-elle la confiance institutionnelle et génère-t-elle une détresse psychosociale ? L'objectif général de cette étude est d'analyser dans quelle mesure la contestation perçue du respect de la loi électorale influence la confiance accordée aux institutions publiques et contribue à la production d'une détresse psychosociale au sein de la population en période préélectorale à Abidjan. La pertinence scientifique réside dans l'éclairage des dynamiques de désaffiliation institutionnelle et de vulnérabilité psychique, tandis que la pertinence sociale concerne la nécessité de renforcer la légitimité perçue des institutions pour atténuer la détresse des populations.

La littérature sur la confiance institutionnelle et la perception du non-respect des règles légales met en lumière les processus sociocognitifs par lesquels l'anxiété politique et la détresse psychosociologique émergente de l'interaction entre les normes formelles et les pratiques perçues des institutions. L'objectif commun de ces travaux est de comprendre comment les représentations sociales de la légalité, de la



légitimité et de la justice s'articulent à l'expérience quotidienne du pouvoir institutionnel et produisent des effets de désaffiliation ou de retrait civique.

Dans cette perspective, M. Weber (1922 : 215-230) cherche, à travers une démarche compréhensive fondée sur l'analyse typologique et la reconstruction rationnelle des formes de domination, à saisir les conditions de la légitimité des autorités et les ressorts symboliques de l'obéissance sociale. Sa méthodologie repose sur une analyse idéal-typique des systèmes de pouvoir (traditionnel, charismatique, rationnel-légal) permettant de dégager la structure normative qui fonde la croyance collective en la validité de l'ordre établi. Weber montre ainsi que l'adhésion sociale ne se réduit pas à la contrainte, mais résulte d'un processus d'intériorisation de la légitimité, processus fragile dès lors que les institutions se montrent incapables d'assurer la cohérence entre les normes proclamées et les pratiques effectives.

Dans un registre distinct mais complémentaire, P. Bourdieu (1980 : 62-75) poursuit l'objectif d'analyser comment les dispositions sociales structurées par l'histoire et incorporées dans l'habitus orientent la perception, la réception et l'interprétation des normes institutionnelles. S'appuyant sur une méthodologie empirique combinant observation ethnographique, entretiens et analyse des pratiques symboliques, il montre que les individus interprètent les injonctions institutionnelles à partir de schèmes préexistants de perception et de position sociale. Cette approche met en évidence le rôle des habitus dans la production de la confiance ou de la méfiance à l'égard des institutions, soulignant que la transgression perçue des lois électorales peut engendrer une désaffiliation symbolique et une incertitude collective durable.

Les travaux de M. Wieviorka (2002 : 41-55) et de D. Fassin (2004 : 103-118) s'inscrivent dans un objectif de compréhension des formes contemporaines de peur et de vulnérabilité psychosociale. Wieviorka, par une démarche sociologique qualitative combinant récits de vie et analyse contextuelle des situations de violence, montre que la peur constitue une médiation symbolique entre expérience individuelle et désordre social. Fassin, mobilisant une méthodologie ethnographique et des récits biographiques, met en lumière les processus de subjectivation de l'injustice et la manière dont les contextes incertains affectent la santé mentale et la cohésion sociale. Ces analyses, centrées sur la relation entre perception du danger, exposition à l'injustice et souffrance sociale, offrent un cadre conceptuel pertinent pour comprendre comment la contestation des normes électorales engendre une détresse collective, bien que ces travaux demeurent rarement appliqués aux contextes électoraux africains contemporains.

Ainsi, les approches réseau et communicationnelle offrent un angle d'analyse complémentaire. M. Granovetter (2005 : 33-50) poursuit l'objectif de montrer, à travers une méthodologie fondée sur l'analyse structurale des réseaux et la modélisation relationnelle, que les liens sociaux faibles ou forts structurent la circulation des informations et influencent les comportements collectifs. De son côté, M. Castells (1996 : 45-67), par une approche macro-sociologique et une analyse des flux d'information dans la société en réseaux, démontre comment les systèmes de communication façonnent la perception des institutions et la configuration du pouvoir symbolique. Ces travaux, fondés sur des analyses multi-scalaires et comparatives, permettent de comprendre comment les citoyens interprètent, relaient et reconfigurent les signaux institutionnels contradictoires. Toutefois, ils n'ont pas encore été systématiquement

mobilisés pour examiner les effets du non-respect perçu de la loi électorale sur la confiance institutionnelle et la résilience psychosociologique dans les contextes africains, où les réseaux numériques et les structures communautaires agissent comme médiateurs de la défiance ou de la croyance.

La particularité de cette étude réside dans son articulation entre perception du non-respect constitutionnel, détresse psychosociale et confiance institutionnelle dans un contexte préélectoral ivoirien. En adoptant une méthodologie qualitative centrée sur les populations urbaines, elle dépasse les analyses générales sur la peur ou la vulnérabilité, en montrant comment les perceptions liées à la contestation des règles électorales reconfigurent les rapports sociaux et institutionnels et stratifie la détresse psychosociologique, enrichissant ainsi la sociologie politique et la sociologie de la santé mentale en Afrique contemporaine.

1. Ancrage théorique et méthodologique

Le phénomène de l'effet du soupçon de violation constitutionnelle sur la santé psychosociologique des populations ivoiriennes a été analysé à partir de cadres théoriques articulant légitimité institutionnelle, désaffiliation sociale et vulnérabilité psychique. M. Weber (1922 : 215) a fourni une clé de lecture essentielle de la légitimité des autorités et de la manière dont la contestation des règles institutionnelles peut générer désaffiliation et méfiance collective. P. Bourdieu (1980 : 72) a permis de conceptualiser comment l'habitus et les dispositions sociales orientent la perception des normes institutionnelles et des comportements des acteurs politiques. L'application de ces théories s'est révélée pertinente pour expliciter comment le non-respect perçu de la loi électorale engendre une détresse psychosociale différenciée, modulée par le capital social et les ressources symboliques des individus. Les travaux de M. Wieviorka (2002 : 41-55) et D. Fassin (2004 : 103-118) ont renforcé cette analyse en mettant en évidence les manifestations psychosociales de la peur et de l'incertitude institutionnelle, telles que le retrait social, l'anxiété et le stress chronique.

La méthodologie adoptée a été qualitative, privilégiant l'interprétation des significations attribuées par les participants. Le choix du site, Abidjan, a été justifié par sa centralité politique et la diversité de ses populations urbaines, susceptibles d'illustrer des variations significatives dans la perception de la légitimité institutionnelle. Les participants ont été sélectionnés selon des critères précis : disponibilité, résidence d'au moins cinq ans dans la commune étudiée, exposition déclarée aux discours préélectorales et volonté de participer à l'étude.

Les outils d'enquête ont consisté en entretiens semi-directifs explorant la perception de la loi électorale, la confiance institutionnelle et les expériences de détresse psychosociale, complétés par des observations participantes visant à contextualiser les pratiques et discours. La technique d'échantillonnage a combiné un recrutement ciblé et la méthode « boule de neige », assurant la diversité socio-économique et éducative des participants et la saturation des données.

Les données ont été analysées selon une approche thématique inspirée de V. Braun et al. (2006 : 89), en codant les récits pour identifier les motifs récurrents, les perceptions de légitimité, les effets psychosociaux et les variations liées au capital social et aux ressources symboliques.



2. Résultats

2.1. Hiérarchisation de la résilience psychosociologique et variations de la confiance institutionnelle en contexte de non-respect perçu de la loi électorale

Les participants ont exprimé une perte de confiance envers les institutions électorales et politiques, liée à la perception que la loi électorale n'était pas respectée. Cette méfiance structure la manière dont les individus évaluent la crédibilité des acteurs politiques et leur sécurité dans le processus électoral.

« Je ne crois plus aux annonces de la commission électorale, elles semblent manipulées. » (A.H, 52 ans, résidant à Abidjan) ; « Les autorités ne font rien pour appliquer la loi, donc comment leur faire confiance ? » ; « Tout ce qu'on entend à la radio me paraît orienté, rien n'est fiable. » (A.H, 52 ans, résidant à Abidjan) ; « Même la police et les institutions locales semblent inefficaces face aux irrégularités. » (A.T, 62 ans, résidant à Abidjan)

Ces témoignages traduisent une crise profonde de légitimité et de confiance institutionnelle, constituant un mécanisme central dans la production sociologique de la peur et de l'anxiété pré-électorale. La défiance exprimée dépasse le simple scepticisme ponctuel : elle traduit une désaffiliation structurelle vis-à-vis des autorités et montre comment la rumeur politique s'inscrit dans un vide de régulation institutionnelle perçue.

L'affirmation selon laquelle « Je ne crois plus aux annonces de la commission électorale, elles semblent manipulées » met en lumière un processus de délégitimation symbolique des institutions chargées de la régulation électorale. La perception de manipulation rompt la croyance en l'autorité des règles et des institutions, générant un climat de suspicion systémique. Dans ce contexte, la rumeur vient combler le vide cognitif laissé par l'absence de confiance, amplifiant l'incertitude et légitimant l'anticipation de risques.

Les observations sur l'inefficacité des forces de l'ordre et des autorités locales, telles que « Même la police et les institutions locales semblent inefficaces », révèlent une fracture entre l'État et la population urbaine. La rupture de confiance dans les systèmes abstraits entraîne le déploiement de stratégies de précaution individuelle et collective, souvent non institutionnalisées, destinées à gérer le risque anticipé et à restaurer un sentiment de sécurité ontologique.

La critique des médias, exprimée par le sentiment que « Tout ce qu'on entend à la radio me paraît orienté, rien n'est fiable », montre que la défiance ne se limite pas aux institutions mais s'étend aux canaux d'information. La rumeur circule ainsi comme un mécanisme compensatoire face à l'incertitude et au manque de fiabilité perçue des informations officielles, agissant comme une réponse cognitive et sociale à l'absence de sources crédibles.

Ces témoignages soulignent que la perception de l'inefficacité institutionnelle transforme la peur en un phénomène stratégiquement orienté, modulant les comportements de retrait, de mobilité et de vigilance. L'absence de confiance génère des normes informelles de sécurité et d'anticipation, où la population élabore ses propres dispositifs de régulation face à un État jugé défaillant.

Dans leur ensemble, ces extraits révèlent que la rumeur électorale et la défiance institutionnelle se co-construisent, produisant un climat de vulnérabilité sociale et psychique. La peur devient légitime, non pas parce que les événements sont certains, mais parce que l'autorité censée garantir la sécurité est perçue comme absente, inefficace ou manipulatrice.

2.2. Fragilisation psychosociale et élévation de l'anxiété en contexte de non-respect perçu de la loi électorale

La perception du non-respect de la loi électorale a généré anxiété, stress et sentiments de vulnérabilité parmi les participants, affectant leur quotidien et leurs interactions sociales.

« Je me sens constamment anxieux chaque fois que je pense aux élections. » (A.T, 56 ans, résidant à Abidjan) ; « J'ai du mal à dormir depuis que j'entends parler des violations de la loi. » (A.K, 58 ans, résidant à Abidjan) ; « On vit dans une peur permanente, on ne sait jamais ce qui va arriver. » (A.K, 63 ans, résidant à Abidjan) ; « Même au travail ou à la maison, je ne peux pas me détendre à cause de cette incertitude. » (A.T, 51 ans, résidant à Abidjan)

Ces témoignages mettent en lumière une anxiété structurelle liée à l'environnement pré-électoral, révélant que la peur dépasse le simple événement et s'installe comme une modalité d'existence quotidienne, affectant à la fois l'espace domestique et professionnel. La rumeur électorale fonctionne comme un facteur structurant de l'expérience temporelle et corporelle, transformant l'incertitude politique en une contrainte psychosociale constante.

Les propos relatifs à la difficulté à dormir et au sentiment d'anxiété permanente illustrent l'Incarnation de l'incertitude : la peur devient un vécu physiologique et psychique intégré, perturbant le sommeil, la concentration et les routines quotidiennes. Ce phénomène révèle une dimension de vulnérabilité corporelle diffuse, où l'insécurité politique se traduit par une intériorisation et une normalisation des affects, structurant les comportements et les relations.

L'idée d'une « peur permanente » témoigne d'un régime d'incertitude radicale. Dans ce contexte, chaque signal, médiatique ou interpersonnel, est interprété comme un danger potentiel. La rumeur électorale agit comme un multiplicateur de menace, transformant l'inconnu en objet de vigilance continue et généralisée. L'anticipation anxieuse devient ainsi un mode de perception et d'action intégré à la vie quotidienne.

La peur s'étend également à tous les espaces sociaux et temporels, y compris le travail et le domicile, perturbant les routines interactionnelles. Les individus mobilisent un travail émotionnel intensif pour moduler leurs réactions et maintenir une façade « normale » malgré la tension psychique. Cette régulation invisible montre que la peur est socialement transmise et structurée par des normes implicites de vigilance et de protection, inscrites dans le contexte urbain.

L'ensemble de ces expériences traduit un effet cumulatif sur la santé mentale collective. L'anxiété permanente, le sommeil perturbé et la vigilance exacerbée ne se réduisent pas à des phénomènes isolés : ils constituent une forme de psychopathologie sociale anticipative, où l'anticipation du danger devient une violence symbolique



intériorisée. La peur se transforme en facteur structurant du quotidien, influençant les pratiques sociales, les interactions et les mobilités urbaines.

En somme, ces récits révèlent que la rumeur et l'incertitude électorale créent une temporalité anxiogène, une vulnérabilité psychosomatique, et une reconfiguration des espaces de vie et de travail. L'anxiété n'est pas un simple état émotionnel passager, mais un mode d'existence socialement distribué, révélateur des fragilités structurelles et de la relation complexe entre incertitude politique et santé mentale urbaine.

2.3. Désengagement social et régulation prudente des interactions en contexte de défiance institutionnelle

Les individus ont réduit leurs interactions sociales et leur participation aux espaces publics, par crainte de répercussions liées à l'instabilité électorale et au non-respect de la loi.

« J'évite les discussions politiques avec mes amis pour ne pas être jugé ou surveillé. » (G.T, 55 ans, résidant à Abidjan) ; « Je ne participe plus aux réunions de quartier par peur de représailles. » (G.T, 54 ans, résidant à Abidjan) ; « Même mes voisins semblent méfiants, on ne se parle plus comme avant. » (Y.T, 54 ans, résidant à Abidjan) ; « Je sors moins, surtout la nuit, parce que tout peut arriver. » (A.B, 34 ans, résidant à Abidjan)

Ces témoignages révèlent une mutation des pratiques de sociabilité urbaine sous l'effet des rumeurs politiques et de l'incertitude pré-électorale. La peur dépasse le registre individuel et restructure les interactions sociales, provoquant désaffiliation relationnelle et retrait tant spatial que symbolique dans les espaces de vie quotidienne.

L'autocensure stratégique, exprimée par l'évitement des discussions politiques ou des réunions de quartier, traduit une modulation des comportements destinée à prévenir le jugement, la stigmatisation ou d'éventuelles représailles. L'incertitude sur l'opinion majoritaire et la crainte du conflit conduisent à réduire les prises de parole, renforçant la visibilité de la peur collective et la normalisation de la méfiance au sein du quartier.

La contagion de la défiance interpersonnelle apparaît lorsque même les voisins, traditionnellement vecteurs de solidarité et de capital social local, deviennent perçus comme méfiants. La peur agit comme un modulateur des relations quotidiennes, transformant les interactions conviviales en échanges prudents, rares et stratifiés. L'isolement se présente alors à la fois comme mécanisme de protection sociale et facteur d'érosion du tissu collectif.

La dimension spatiale de la peur se manifeste par l'ajustement des pratiques corporelles et des déplacements pour réduire l'exposition à la menace anticipée. La peur devient un régulateur des comportements publics, structurant les temporalités et les mobilités urbaines, incitant à éviter certains espaces ou moments de la journée.

Dans l'ensemble, ces extraits montrent que la peur pré-électorale normalise la vigilance et le retrait. L'autocensure, le repli sur soi et l'évitement collectif deviennent des règles implicites, généralisant un climat de méfiance et d'hypervigilance. La rumeur politique fonctionne alors comme un outil structurant de régulation sociale informelle, où la survie relationnelle et physique s'articule autour de la prudence et de la limitation des interactions.

La peur induite par les rumeurs électorales ne se limite pas à l'intériorité psychique ; elle redessine les pratiques sociales et spatiales, engendrant retrait, isolement et affaiblissement du capital social urbain, transformant la vie communautaire en un espace de prudence et de protection diffuse.

2.4. Mise en œuvre de stratégies de précaution et de vigilance psychosociale face à la défiance institutionnelle

Face à cette méfiance et détresse, les participants ont développé des stratégies de vigilance et de protection, telles que la vérification de l'information, le recours aux réseaux de confiance et l'adoption de comportements prudents.

« Je vérifie toujours les informations avant de les croire ou d'en parler. » (A.J, 44 ans, résidant à Abidjan) ; « Je ne fais confiance qu'à mes proches pour tout ce qui touche aux élections. » (D.K, 55 ans, résidant à Abidjan) ; « Nous avons mis en place des groupes de discussion pour suivre la situation en sécurité. » (D.V, 55 ans, résidant à Abidjan) ; « Je limite mes déplacements et mes contacts pour éviter d'être exposé à des risques. » (K.O, 48 ans, résidant à Abidjan)

Ces témoignages révèlent l'émergence de stratégies d'auto-préservation et de filtrage informationnel face à l'incertitude pré-électorale et à la circulation de rumeurs politiques. La peur et la défiance ne se traduisent pas seulement par un retrait passif : elles structurent des pratiques réfléchies et organisées visant à réduire les risques perçus, qu'ils soient cognitifs ou physiques.

Les déclarations mettant en avant la vérification systématique des informations ou la confiance réservée aux proches montrent l'existence d'un travail cognitif de validation des sources. La rumeur, perçue comme instrumentalisée ou déformée, fait l'objet d'une sélection critique, où le capital social proche devient le vecteur privilégié de crédibilité. La proximité relationnelle fonctionne ainsi comme un filtre pour sécuriser l'accès à une information jugée fiable, transformant les liens sociaux en instruments de confiance et de protection cognitive.

L'organisation de groupes de discussion et d'espaces sécurisés d'échange traduit une institutionnalisation informelle de la surveillance collective. Ces dispositifs permettent de suivre l'évolution du contexte électoral tout en limitant l'exposition aux dangers perçus. Ils illustrent un processus autonome de régulation sociale, où les communautés développent leurs propres mécanismes de contrôle et de partage de l'information pour réduire l'incertitude.

Les pratiques d'évitement sélectif, qu'il s'agisse de déplacements ou de contacts, montrent que la vigilance informationnelle s'articule avec la précaution corporelle. Ce double mouvement, cognitif et pratique, révèle une rationalité adaptative face à l'incertitude, où l'anticipation du danger structure l'action quotidienne et guide les choix comportementaux.

Dans leur ensemble, ces extraits démontrent que la peur générée par les rumeurs électorales ne conduit pas uniquement à la paralysie. Elle produit des mécanismes sociaux de résilience, transformant l'anxiété en pratiques d'auto-surveillance, de contrôle de l'information et d'organisation communautaire. La population urbaine d'Abidjan développe ainsi des réponses stratégiques et collectives face à la



désinformation, où le capital social et les dispositifs informels de coordination deviennent des outils essentiels pour réguler la peur et assurer la protection sociale.

3. Discussion

L'étude révèle que le non-respect perçu de la loi électorale à Abidjan engendre une défiance institutionnelle profonde, structurée par la perception de manipulation des autorités, l'inefficacité des forces de l'ordre et le manque de fiabilité des médias. Cette méfiance se traduit par un vide de régulation institutionnelle et favorise la circulation de rumeurs politiques, qui amplifient l'incertitude et légitiment la peur pré-électorale.

Cette défiance institutionnelle contribue à une fragilisation psychosociale, caractérisée par l'anxiété chronique, le stress et des perturbations corporelles telles que des troubles du sommeil. La peur devient un mode d'existence quotidienne, affectant le travail, la vie domestique et les interactions sociales, et structurant un régime d'incertitude radicale où l'anticipation des risques se généralise.

Sur le plan social, l'incertitude politique entraîne un désengagement relationnel et spatial : les participants limitent leurs interactions, pratiquent l'autocensure, évitent les discussions politiques et restreignent leurs déplacements, contribuant à l'érosion du capital social urbain et à la normalisation d'un climat de vigilance collective.

Face à ces menaces perçues, la population développe des stratégies de précaution et de vigilance psychosociale, telles que la vérification des informations, le recours aux réseaux de confiance, la création de groupes de suivi sécurisés et l'adoption de comportements prudents.

Ces mécanismes montrent que la peur n'est pas simplement paralysante : elle stimule des pratiques de résilience adaptative, transformant l'anxiété en auto-surveillance, coordination communautaire et gestion stratégique de l'information.

En somme, l'étude met en évidence un cycle interactionnel entre défiance institutionnelle, rumeur électorale et anxiété sociale, où la peur pré-électorale structure la vie urbaine, les pratiques sociales et la mobilisation de stratégies collectives de protection et de résilience.

À partir des résultats précédemment présentés, un corpus discursif sélectionné à visée analytique ciblée a été constitué. Cette orientation méthodologique ne prétend pas restituer l'intégralité des données empiriques, mais cherche à concentrer l'examen sur les éléments structurants et significatifs, en éliminant les redondances et les énoncés périphériques. L'analyse se déploie ainsi autour d'un objet central, à savoir : « Fragilisation psychosociale et intensification de l'anxiété en contexte de non-respect perçu de la loi électorale », permettant de saisir les mécanismes sociaux et psychiques mobilisés par les acteurs face à l'incertitude politique. Les résultats de cette étude révèlent un désancrage psychosocial profond, une insécurité émotionnelle structurelle et une défiance systémique envers les institutions. Ces observations s'inscrivent dans un corpus théorique contemporain sur l'incertitude, la peur et la vulnérabilité sociale, tout en mettant en évidence des spécificités contextuelles liées à la circulation des rumeurs électorales urbaines.

Selon U. Beck (1992 : 47), les sociétés modernes produisent des risques systématiques générateurs d'incertitude permanente. Les résultats de cette étude convergent avec cette analyse, en ce que l'insécurité psychique et émotionnelle observée reflète un climat de risque diffus. La divergence réside dans le rôle central attribué à la rumeur électorale locale, qui agit ici comme vecteur direct d'incertitude et d'anxiété anticipatoire, dimension contextuelle moins développée par Beck.

A. Giddens (1990 : 63) conceptualise le désancrage des individus et la dépendance aux institutions pour sécuriser l'action quotidienne. Nos résultats convergent sur la notion de désancrage, mais divergent dans la perception des institutions : celles-ci sont jugées inefficaces ou manipulatrices, contrairement à Giddens qui les envisage comme médiatrices fiables. Cette divergence souligne une vulnérabilité psychosociale amplifiée par la défiance institutionnelle.

Z. Bauman (2000 : 118) décrit la fluidité et l'instabilité des repères sociaux dans la modernité liquide. L'instabilité des routines et des sécurités observées chez nos enquêtés rejoint Bauman, mais la circulation des rumeurs électorales agit comme un accélérateur de fluidité sociale et cognitive, ce que Bauman conceptualise de manière plus générale.

D. Fassin (2004 : 142-158), avec la notion de biopolitique des émotions, met en lumière l'incorporation somatique de l'insécurité. Nos observations convergent avec cette perspective : l'incarnation de l'anxiété et la perturbation du sommeil traduisent une intégration physique de l'incertitude. La spécificité contextuelle réside dans l'origine politique anticipatoire de cette vulnérabilité, plutôt que dans une exposition directe à la violence ou à la maladie.

M. Dobry (1986 : 92) postule que l'incertitude radicale produit des réactions disproportionnées face aux signaux faibles. Les comportements d'évitement et de retrait observés illustrent cette dynamique, en convergence avec Dobry. La divergence réside dans la temporalité : notre étude documente une anticipation anxiogène préventive, tandis que Dobry se concentre sur les crises effectives.

E. Goffman (1963 : 27) analyse la régulation des interactions en situation de stigmatisation. La prudence relationnelle et le désengagement social que nous avons observés convergent avec Goffman comme formes d'autoprotection identitaire. La divergence est que notre étude met en avant une défiance systémique envers l'État et ses institutions, élargissant la portée au-delà des seules interactions interpersonnelles.

R. Putnam (2000 : 211) montre que l'érosion du capital social fragilise la cohésion communautaire. Nos résultats convergent sur ce point : la réduction des interactions et la méfiance généralisée traduisent une fragilisation du capital social urbain. La divergence réside dans la spécificité contextuelle : les rumeurs électorales agissent comme facteur exogène d'accélération de l'érosion, alors que Putnam se concentre sur des tendances structurelles à long terme.

P. Bourdieu (1980 : 135) souligne la mobilisation des capitaux sociaux et symboliques pour orienter et sécuriser l'action. Nos enquêtés illustrent cette convergence en mobilisant réseaux familiaux et communautaires pour sécuriser l'information et limiter les risques. La divergence tient au capital symbolique des institutions, perçu comme défaillant, ce qui limite l'effet protecteur collectif escompté.

M. Castells (1996 : 54-79) met en avant le rôle structurant des flux d'information et des réseaux dans la modernité. La circulation des rumeurs électorales et la perception



de biais informationnel chez nos enquêtés confirment l'impact structurant des réseaux, mais divergent dans la finalité : alors que Castells insiste sur les opportunités générées par les réseaux, dans notre contexte ils produisent désorientation et anxiété, amplifiant la vulnérabilité psychosociale.

En définitive, l'analyse centrée sur la fragilisation psychosociale et l'intensification de l'anxiété montre que la défiance institutionnelle, l'incertitude politique et la circulation des rumeurs produisent un climat de vulnérabilité sociale et psychique, où l'anticipation anxiogène devient un mode d'existence quotidien. Les convergences avec les cadres théoriques contemporains concernent la production sociale de l'incertitude, l'intériorisation de la peur et l'érosion du capital social. Les divergences mettent en lumière la spécificité contextuelle de l'urbanité ivoirienne, où la rumeur électorale et la perception d'inefficacité institutionnelle intensifient l'anxiété, réorganisent les pratiques sociales et redéfinissent les stratégies de protection individuelle et collective.

Conclusion

Cette étude montre que le non-respect perçu de la loi électorale à Abidjan engendre une fragilisation psychosociale profonde et une intensification de l'anxiété, structurant le quotidien, les interactions sociales et les pratiques de vigilance des habitants. La défiance envers les institutions, matérialisée par la perception de manipulation des autorités, l'inefficacité des forces de l'ordre et le manque de fiabilité des médias, crée un vide de régulation institutionnelle favorisant la circulation de rumeurs politiques. Ces rumeurs constituent un vecteur central d'incertitude, transformant la peur anticipatoire en un mode d'existence incorporé, affectant le sommeil, la concentration et la participation sociale.

La vulnérabilité psychosociale se manifeste à plusieurs niveaux : désancrage relationnel, retrait social et spatial, autocensure et réduction des interactions, érosion du capital social urbain et restructuration des routines quotidiennes. Cependant, les individus déploient des stratégies adaptatives, mobilisant réseaux de confiance, vérification de l'information, groupes de suivi sécurisés et comportements prudents, traduisant un travail collectif de régulation de la peur et de protection psychosociale. La peur n'est donc pas uniquement paralysante : elle catalyse des pratiques de résilience et d'auto-surveillance, révélant une rationalité adaptative face à l'incertitude politique.

Les résultats confirment que la circulation de rumeurs urbaines et l'incapacité perçue des institutions accentuent la fragilité psychosociale et l'anxiété anticipatoire, réorganisent les pratiques sociales et redéfinissent les stratégies de protection individuelle et collective. Cette étude apporte une contribution scientifique en documentant les mécanismes par lesquels l'incertitude politique se traduit en effets psychosociaux concrets et en éclairant la relation entre rumeurs, défiance institutionnelle et vulnérabilité sociale. Sur le plan utilitaire, elle offre des indications précieuses pour les acteurs politiques, institutionnels et de santé publique afin de renforcer la confiance, améliorer la communication et développer des dispositifs de prévention et de soutien psychosocial.

En définitive, ces résultats ouvrent des perspectives de recherche sur la dynamique des rumeurs et des pratiques de vigilance dans d'autres contextes électoraux urbains,

sur les effets à long terme de l'anxiété anticipatoire sur le capital social, et sur l'évaluation des interventions visant à restaurer la confiance institutionnelle et à réduire la vulnérabilité psychosociale.

Références Bibliographiques

- Bauman, Z. (2000). *Liquid Modernity* (240 p.). Polity Press.
- Beck, U. (1992). *Risk Society: Towards a New Modernity* (272 p.). Sage Publications.
- Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique* (471 p.). Éditions de Minuit.
- Castells, M. (1996). *The Rise of the Network Society* (556 p.). Blackwell Publishers.
- Dobry, M. (1986). *Sociologie des crises politiques* (324 p.). Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Fassin, D. (2004). *Des maux indicibles : sociologie des maladies et des politiques de santé* (380 p.). Éditions Bayard.
- Giddens, A. (1990). *The Consequences of Modernity* (186 p.). Polity Press.
- Goffman, E. (1963). *Stigma: Notes on the Management of Spoiled Identity* (168 p.). Prentice-Hall.
- Granovetter, M. (2005). The impact of social networks on economic life. *Journal of Economic Perspectives*, 19(1), 33–50. <https://doi.org/10.1257/0895330053147952>
- Putnam, R. D. (2000). *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community* (541 p.). Simon & Schuster.
- Weber, M. (1922). *Économie et société* (2 vol., 1 229 p.). Éditions Plon (trad. fr.).
- Wieviorka, M. (2002). *La peur et le social* (153 p.). Éditions La Découverte.